

Au cœur de Davos 2019

#RSE #Ethique #ESG



Au cœur de Davos 2019

#RSE #Ethique #ESG

Alors que Total pourrait faire face au premier procès sur le devoir de vigilance ([lire l'article de Novethic publié le 19 février dernier](#)), il nous a semblé important de revenir sur le dernier forum de Davos où la RSE, l'éthique et l'ESG ont fait la Une des débats.

Depuis 1974, le Forum économique mondial (WEF) réuni chaque année des dirigeants de gouvernements, d'entreprises et de la société civile dans le but d'échanger et de partager sur les grands problèmes mondiaux. Cette année, Nexis® Solutions a envoyé son propre correspondant dans la célèbre station de ski de Davos pour faire le point sur les événements quotidiens et interroger les experts présents. L'un des thèmes majeurs développé lors de cette édition a porté sur la réalisation de profits dans un cadre éthique. Responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE), environnementale, sociale et de gouvernance (ESG), durabilité – les descripteurs ne manquaient pas, mais le message était le même : les entreprises doivent contribuer positivement au bien de la société en général.

Pour quelles raisons ? Les investisseurs et les consommateurs – et les jeunes en particulier – exigent de plus en plus que les entreprises aient des comportements éthiques. Deux rapports présentés à Davos ont fourni les preuves que

cette approche offrait de meilleurs retours sur investissement.

Le premier détaille les performances d'un fonds qui investit uniquement dans des entreprises qui se sont légalement engagées à soutenir les objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU. Les résultats présentés sont sans appel : ce fonds a rapporté sur deux ans près de 14%, un retour sur investissement nettement supérieur à ceux enregistrés par tous les principaux indices au monde, à l'exception du Dow Jones. L'autre rapport a notamment révélé qu'au cours des dix dernières années, la proportion de PDG licenciés pour des manquements éthiques apparents avait plus que doublé.

Pour tout savoir sur la place que ce sujet a eu à Davos cette année, quelles tendances, chiffres clés ont été communiqués, lisez tous les articles de notre correspondant à Davos. Vous découvrirez comment les entreprises peuvent démontrer une approche éthique et résolue, et comment vous pourrez l'appliquer au sein de votre propre organisation.

AU SOMMAIRE



Conformité et RSE : de nouveaux leaders au cœur des échanges de Davos 2019



Les investisseurs favorisent de les entreprises engagées dans le développement durable.



Une nouvelle étude indique que les PDG s'investissent de plus en plus dans la RSE.

Au cœur de Davos 2019

#RSE #Ethique #ESG



Interview de Maurice OSTRO, OBE KFO, Vice-Président de YPO



Un fonds apporte la preuve de la rentabilité de l'investissement éthique



Interview d'Alfred Berkeley, Président de l'UNGSII



Interview de la Directrice RSE du Groupe RELX, Márcia Balisciano



Les bénéfices de la transparence et de la confiance ?



Davos 2019 : message de clôture sur l'importance de l'éthique.

Au cœur de Davos 2019

#RSE #Ethique #ESG



Conformité et RSE : de nouveaux leaders au cœur des échanges de Davos 2019



Le forum économique mondial (World Economic Forum – WEF), qui s'est tenu du 21 au 25 janvier dernier, réunit chaque année les dirigeants de gouvernements et d'entreprises à Davos, ville située dans les Alpes suisses. Ce forum est l'occasion pour les leaders mondiaux d'échanger sur les dernières tendances mondiales notamment au niveau économique et social.

La liste des participants est toujours révélatrice des grandes préoccupations mondiales du moment et cette année, fait marquant par rapport aux éditions précédentes, les plus grandes entreprises mondiales ont dépêché sur place de nouvelles fonctions : leurs responsables RSE, Ethiques, Risques et Conformité.

Les changements observés dans la liste des invités de Davos 2019.

Dans les 88 pages recensant la liste des invités au forum économique, on retrouve en 2019 comme chaque année, des ministres, des PDG et des présidents de conseils d'administration.

Chose peu commune en revanche, parmi les participants à cette édition, on note la présence de fonctions habituellement non présentes au forum :

- Des responsables de la conformité ;
- Des responsables des risques ;
- Des responsables de la responsabilité sociale / sociétale des entreprises (RSE).

Cisco Systems, Pfizer et Puma Energy ont ainsi envoyé leurs responsables RSE ; Audi, Crédit Suisse et Paypal, leurs responsables Conformité ; Zurich Insurance et le groupe australien Westpac leurs responsables des risques.

Sachant que la plupart des entreprises n'envoie chaque année qu'un petit nombre de leurs représentants au forum de Davos, la présence de ce type de fonctions – RSE, conformité, risque – indique clairement qu'elle considère désormais ces rôles et sujets comme prioritaires au sein de leurs organisations. Et cette tendance ne se limite pas à une région ou un secteur.

Ces « nouveaux » participants sont issus de la banque, de l'assurance, de l'automobile, de l'énergie, de l'industrie pharmaceutique dont les sociétés sont basées à :

- Singapour

- Australie
- Allemagne
- Suisse
- Inde
- Belgique
- Etats-Unis

Les risques de corruption, l'importance de la RSE et de l'éthique sont donc aujourd'hui au cœur des agendas des gouvernements et des entreprises à travers le monde et pas uniquement aux Etats-Unis et au sein du secteur bancaire. Et l'intégration de ces préoccupations dans les discussions du forum économique de cette année indique clairement que ces sujets feront l'actualité en 2019.

L'éthique au cœur de l'agenda de Davos

En regardant de plus près les panels et conférences de Davos 2019, on constate en effet l'importance que prennent les sujets sur l'éthique.

- Le jeudi 24 janvier, les représentants de l'ONU ont organisé un débat sur l'investissement éthique et ses bénéfices en matière de retours sur investissements, notamment pour les fonds d'investissements.
- Le même jour, en fin de journée, un sondage a été fait auprès des jeunes dirigeants d'entreprises pour déterminer ce qu'ils attendent des entreprises avec lesquelles ils travaillent ou investissent.
- Le mardi 22 janvier, un rapport sur les tendances mondiales en matière d'investissements, dont les conclusions sont disponibles ici, a été publié avec des statistiques actualisées sur l'investissement éthique.

Au cœur de Davos 2019

#RSE #Ethique #ESG

Les investisseurs favorisent de plus en plus les entreprises engagées dans le développement durable



Selon le Global Investment Trend Monitor, rapport publié le mardi 22 janvier pour la 1ère fois au forum de Davos 2019, les investissements directs étrangers au niveau mondial diminuent rapidement. A l'occasion de la publication de ce premier rapport, leaders gouvernementaux et d'entreprises se sont accordés pour dire que les investisseurs recherchaient désormais confiance et transparence et plaçaient les politiques de lutte contre le blanchiment d'argent et la corruption ainsi que les engagements dans le domaine du développement durable et de l'ESG (Environnement, Social, Gouvernance) au cœur de leurs décisions.

Le Global Investment Trade Monitor a été lancé à l'occasion de la conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) lors d'une table ronde tenue à Davos le 22 janvier dernier. Cette réunion réunissait des investisseurs et des hauts dirigeants d'institutions publiques dont :

- Le PDG d'Invest India
- Le responsable des investissements en Afrique du Sud
- Le Vice-président de DSM
- Le président du Botswana
- Le ministre Egyptien en charge des investissements
- Le ministre des finances du Népal

L'une des conclusions marquante de ce rapport : la chute de 19% en 2018 de l'investissement étranger direct mondial, évalué à 1.200 milliards de dollars, montant comparable au niveau le plus bas atteint après la crise financière mondiale en 2008.

Confiance et transparence, les critères clés pour attirer les investissements.

Toutes les parties présentes se sont accordées pour dire que les pays capables de faire preuve de transparence et d'un engagement fort en faveur de la lutte contre le blanchiment d'argent et la corruption sont plus attractifs en matière d'investissement. Et, avec moins d'investissements directs étrangers disponibles, la conformité et la lutte contre le blanchiment et la corruption deviennent cruciales.

Un des panélistes déclarait ainsi à l'issue de la table ronde à notre correspondant sur place « La base de l'investissement, qu'il soit domestique ou étranger, c'est la confiance. Tant que le niveau de confiance est

supérieur au niveau de risque, l'investissement reste attractif. » Une position partagée par un ancien conseiller en investissements et en infrastructures des gouvernements Bush et Obama qui déclarait en parallèle : « Un marché « propre », honnête et transparent attirera largement plus d'investissements que celui qui ne l'est pas.

Les pays doivent promouvoir l'Etat de droit et faire en sorte que les lois soient transparentes. Car la corruption est le poison qui fait fuir les investisseurs. » Le message diffusé était clair. Lutter contre le blanchiment d'argent et la corruption génèrera des retours sur investissements. Ignorer cette question à l'inverse sera synonyme de baisse de rentabilité.

L'impact investing ou investissement à impact social

L'Impact Investing définit une approche de l'investissement qui se concentre sur les objectifs de développement durable et sur les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).

Le rapport du Global Investment Trade Monitor a ainsi révélé que ce type d'investissements « impact investing » continuait de croître de manière significative.

James Zhan, Director of Investment and Enterprise au sein de l'UNCTAD (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) indiquait que les multinationales ont un rôle clé à jouer dans l'atteinte de ces objectifs, en précisant qu'il manquait aujourd'hui encore 2,5 milliards de dollars par an pour financer les ODD (objectifs de développement durable) dans les pays en voie de développement.

Au cœur de Davos 2019

#RSE #Ethique #ESG

Point de vue d'un expert de l'ONU sur l'investissement éthique

Interviewé en marge du forum de Davos, James Zhan, Director of Investment and Enterprise au sein de l'UNCTAD (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement), analyse ci-après cette nouvelle tendance.

Q. Quelles sont les tendances en matière d'investissements dans le domaine du développement durable et de l'ESG ?

« En matière de développement durable et des questions ESG, le monde des affaires et des entreprises évolue rapidement. Aux Nations Unies, par exemple, nous avons lancé dès 2009 une initiative sur les bourses durables, qui prend de plus en plus d'ampleur. »

« Nous avons débuté avec 5 places financières et maintenant presque toutes les places mondiales travaillent conjointement pour promouvoir ces questions ESG, en multipliant les obligations sur lesquelles les entreprises doivent rendre des comptes en matière de performances ESG, et en mobilisant de leurs côtés des ressources financières pour investir dans les ODD. »

« C'est une tendance que l'on observe dans presque toutes les bourses mondiales, des plus grandes comme celles de New-York et de Londres, aux plus petites comme en Afrique, Asie du Sud-Est ou encore en Amérique Latine. »

« En ce qui concerne les objectifs de développement durable, des efforts sont déployés à l'échelle mondiale pour mobiliser des ressources financières, afin de combler les 2,5 milliards de dollars de déficit annuel nécessaire au financement des ODD dans les pays en voie de développement. Dans ce domaine on constate que les entreprises se mobilisent lentement mais que le mouvement reste stable. »

« Nous devons aider les gouvernements à formuler de nouvelles stratégies, à développer des systèmes d'incitation et un nouveau cadre politique pour attirer les investissements internationaux dans les secteurs des ODD et en parallèle, nous devons inciter davantage les entreprises à en faire de même. »

Q. Pourquoi les entreprises devraient-elles se concentrer sur les objectifs de développement durables et les facteurs ESG ?

« Mon message est simple : investir dans les ODD est un impératif, c'est rentable et bénéfique pour le développement durable et la croissance inclusive. Il faut être attentif à ces nouvelles opportunités et rechercher les retours sur investissement à long terme. C'est une stratégie profitable qui sera par ailleurs extrêmement bien accueillie. »

Au cœur de Davos 2019

#RSE #Ethique #ESG

Une nouvelle étude indique que les PDG s'investissent de plus en plus dans la RSE. Chiffres clés.



Selon une nouvelle étude partagée à Davos, 93% des PDG pensent que les entreprises devraient avoir un impact positif sur la société. L'enquête mondiale sur le leadership réalisée par YPO met en lumière l'évolution des mentalités des chefs d'entreprise, qui via des programmes RSE dédiés, se sentent de plus en plus impliqués dans la lutte contre le changement climatique et la réalisation des objectifs de développement durable de l'ONU. Nous étions présents lors de la présentation de l'étude au Forum économique mondial (WEF) à Davos en janvier dernier.

ESG une nouvelle priorité des PDG

Le Global Leadership Survey a pour objectif d'identifier les priorités des dirigeants actuels et des prochaines générations de leaders. Au total plus de 4.000 cadres supérieurs issus de 110 pays ont été interrogés du 23 décembre 2018 au 4 janvier 2019. Cette enquête a été réalisée par YPO, une plateforme globale regroupant plus de 27.000 dirigeants répartis dans 130 pays, représentant plus de 22 millions de personnes dans le monde et générant un chiffre d'affaires de près de 9.000 milliards de dollars.

Les conclusions de l'étude confirment que les réflexions autour de l'ESG (Environnement, Social et Gouvernance), qui ont pris de plus en plus d'ampleur ces dernières années, se multiplient.

- 93% des PDG et notamment ceux de la nouvelle génération pensent que les entreprises devraient avoir un impact positif sur la société au-delà de la recherche de profit et de richesse.
- 74% des PDG affirment avoir changé de point de vue sur le rôle du leadership au cours des 5 dernières années. Ils estiment désormais que les entreprises devraient jouer un rôle plus important sur la société.
- Parmi les objectifs de développement durable de l'ONU (ODD), le changement climatique est le principal sujet de préoccupations des PDG et des jeunes dirigeants. Les autres sujets de préoccupation touchent l'éducation, la pauvreté, la paix et l'emploi.
- Les jeunes sont les plus préoccupés par l'environnement : 55% d'entre eux déclarent agir pour réduire l'impact climatique de leur entreprise contre 37% des dirigeants actuels.
- 67% déclarent que la société dans son ensemble est une partie prenante « très importante » ou « extrêmement importante » de leur écosystème ; 66% déclarent la même chose concernant la planète.

La montée en puissance de l'entreprise à vocation sociale

Les conclusions de cette étude ont été présentées le 25 janvier dernier lors du sommet de Davos devant une foule de personnes, rassemblée pour l'occasion à l'hôtel Hilton. Pour ses auteurs, elles révèlent clairement un changement de mentalité de la génération actuelle et de la prochaine génération de dirigeants d'entreprise. On observe un changement culturel massif dans le rôle des dirigeants d'entreprise.

L'étude précise ainsi que « les dirigeants et la société en général ne pensent plus que la seule finalité des entreprises est de répondre aux attentes des actionnaires traditionnels. Tous pensent à présent que l'entreprise doit considérer toute ses parties prenantes y compris la société dans son ensemble pour espérer avoir un impact réellement positif. » Les motivations de ce changement ne sont pas purement altruistes. En plus d'atténuer les risques de non-conformité et réputationnels, les entreprises constatent que les consommateurs, investisseurs, employés potentiels sont plus susceptibles d'acheter, d'investir et de travailler pour des entreprises éthiquement responsables. En adoptant un comportement responsable et en plaçant la RSE au cœur de leur stratégie, elles sont donc plus susceptibles de réaliser de « bons » profits, de rentabiliser leurs stratégies commerciales et de durer dans le temps.

Pour Maurice Ostro, Vice-Président de YPO, les conclusions de cette étude corroborent celles fournies par d'autres rapports et de nombreuses conversations qui se sont déroulées à Davos cette année. « Les multiples études montrent aujourd'hui que les entreprises doivent être une force pour le bien. Notre challenge est de savoir comment faire collaborer entreprises, ONG et gouvernements pour être efficace. »

Au cœur de Davos 2019

#RSE #Ethique #ESG

Comment la RSE permet aux entreprises d'atteindre une rentabilité à impact positif ? Interview



Maurice Ostro, OBE KFO, est Vice-Président de YPO, fondateur de « Entrepreneurial Giving », entrepreneur et ancien conseiller gouvernemental. En amont de la publication des résultats du Global leadership Survey, Monsieur Ostro a accepté de répondre aux questions de notre correspondant à Davos pour nous expliquer l'importance de cette nouvelle étude et partager avec nous les tendances qu'il a pu observer lors de cette édition 2019.

Quelles sont les principales conclusions de cette étude ?

« En début d'année, nous avons interrogé 27.000 adhérents d'YPO répartis dans 130 pays et avons reçu des milliers de réponses. Deux faits majeurs sont ressortis de cette étude. »

« Tout d'abord, nous avons observé un véritable changement d'état d'esprit des dirigeants et de la nouvelle génération. 93% ont ainsi indiqué qu'ils ne pensaient pas que la finalité d'une entreprise est de générer de l'argent et d'être plus performante en terme de rentabilité, mais d'avoir un impact positif sur la société dans sa globalité. »

« L'autre fait marquant, c'est que 74% des répondants ont changé d'avis au cours des 5 dernières années. Si nous avions mené cette étude il y a 5 ans, nous aurions eu des résultats totalement différents. Ceux d'aujourd'hui sont donc très encourageants. »

« Il est donc primordial de capitaliser sur ce changement d'état d'esprit pour que le monde des affaires devienne un moteur de la RSE et que cela se traduise par des bénéfices tangibles pour les populations du monde entier. »

Quelles tendances avez-vous pu observer à Davos cette année ?

« De nombreuses études partagées à Davos ont montré que les priorités des entreprises évoluent et qu'il est important désormais qu'elles œuvrent pour le bien de la société en général. Notre défi est le suivant : comment pouvons-nous le faire de manière collaborative afin que gouvernements, ONG et entreprises travaillent ensemble pour devenir une force efficace pour le bien de tous ? »

Selon vous, d'où vient ce changement d'état d'esprit des dirigeants ?

« Je ne pense pas qu'il y ait une seule réponse, c'est plutôt une concomitance de facteurs. »

« Le premier est démographique avec la génération Y, née entre 1980 et 1999, celle plus connue sous le nom de « Milléniums ». Les attentes et perceptions de cette génération sont très différentes des précédentes car, elle est moins susceptible de disposer d'une situation financière et du même bien être que celle de ses parents. Cette dynamique les amène à penser que faire de l'argent n'est plus la seule finalité d'autant que beaucoup d'entre eux pensent qu'ils ne parviendront jamais à atteindre le niveau de réussite de leurs parents. Que faire d'autres alors, pour conserver son estime de soi et développer un sentiment d'accomplissement ? »

« De nombreux Milléniums déclarent ainsi « Nous voulons dès aujourd'hui faire la différence, ne pas attendre un futur qui n'arrivera pas. Nous voulons que notre vie professionnelle ait du sens. » Ce changement d'attitude a de multiples conséquences. En matière de recrutement, les entreprises doivent désormais intégrer et apporter des réponses à ces nouvelles attentes pour attirer les meilleurs talents et en faire de même au niveau commercial, vis-à-vis des consommateurs qui partagent les mêmes aspirations. Donner du sens à ses actions, contrôler son impact environnemental, celui de ses parties prenantes devient critique pour toute entreprise. »

« Qui en effet désire acheter des biens fabriqués par des enfants ou des esclaves ? Personne ne retire de la satisfaction de ce type d'achat. Dans un monde comme le nôtre où beaucoup de produits ne sont pas des biens de première nécessité et où les possibilités se sont démultipliées, proposer des choix éthiques fera la différence pour la rentabilité de l'entreprise et pour l'ensemble de la société ; tout le monde y gagnera. »

Que souhaiteriez-vous dire aux dirigeants qui envisagent de faire de l'éthique une priorité dans leur stratégie commerciale ?

« Pour 74% des dirigeants qui déclarent avoir changé d'avis sur la raison d'être de leur entreprise, le défi, c'est de passer à l'action. Il ne s'agit pas simplement de dire, il faut agir. Et ils ne sont pas seuls. En travaillant avec d'autres parties prenantes de leur écosystème, ils auront encore plus d'impact car ils pourront combiner leurs ressources. »

Sur quoi vous êtes-vous concentré cette année à Davos ?

« Cette année j'ai beaucoup discuté avec de nombreuses relations d'YPO et de nombreux représentants de grandes organisations : entreprises, gouvernements et ONG. Nous avons beaucoup échangé sur la façon dont nous pourrions mieux collaborer pour que le monde des affaires devienne un moteur en matière d'impact social et sociétal. Il ne s'agit pas de philanthropie, il s'agit d'aider les chefs d'entreprise à être plus efficaces. Nous pouvons le faire de multiples manières et c'est précisément pour cette raison que parmi les grandes entreprises, nous avons choisi de nous concentrer sur les start-up et les petites entreprises. Vous pourriez croire qu'il est étrange de faire ce choix ici à Davos. Mais ce sont les grands dirigeants d'entreprises et de gouvernements qui feront la différence et qui rendront les choses possibles. Cela ne peut pas être le fait d'une seule organisation. Cela doit être fait de manière collaborative. J'espère donc que ce Davos marquera le début de nombreuses bonnes initiatives. »

Au cœur de Davos 2019

#RSE #Ethique #ESG

Un fonds apporte la preuve de la valeur de l'investissement responsable



Un fonds qui investit uniquement dans de grandes entreprises légalement engagées à soutenir les objectifs de développement durable des Nations Unies a présenté ses performances 2018 le jeudi 24 janvier au Forum économique mondial de Davos. Il a rapporté 13,71% sur deux ans, ce qui est supérieur à tous les principaux indices autres que le Dow Jones. Ces résultats prouvent que les entreprises éthiques et durables peuvent être aussi voire plus rentables que les autres.

L'année dernière, nous avons consacré l'un de nos billets à ce nouveau fonds – le SCR500 - qui investit uniquement dans de grandes sociétés pouvant prouver qu'elles soutiennent les objectifs de développement durable de l'ONU (ODD).

Avant de réaliser tout investissement, le SCR500 étudie les rapports annuels des 500 plus grandes entreprises mondiales afin d'identifier celles qui ont juridiquement pris des engagements en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable de l'ONU et qui intègrent d'autres critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) à leur stratégie.

Il n'investit que dans celles qui s'engagent à contribuer à ces objectifs dans leur rapport annuel ou qui peuvent prouver qu'elles réalisent des avancées concrètes dans le sens de la durabilité.

« Notre approche est simple : nous appliquons les règles d'investissement traditionnelles à un univers restreint de sociétés qui se sont engagées en faveur du développement durable et qui le respectent » déclare Alfred Berkeley, président du SCR500.

Les résultats de sa première année ont été remarquables: ses rendements ont battu tous les autres fonds importants. Pour savoir si ces 1ers résultats étaient ou non un simple coup de chance, notre correspondant a donc assisté à l'annonce des derniers résultats présentés lors de l'édition 2019 du Forum économique mondial de Davos.

Les bonnes pratiques rapportent des profits

Les résultats ont été dévoilés au SDG Lab, en face du Centre du Congrès de Davos. La performance du SCR500 a été inférieure à celle de l'année dernière, mais il fallait s'attendre à une période difficile pour les marchés au

cours des deux derniers mois.

Globalement, le fonds a dégagé un rendement de près de 14% depuis 2017, ce qui est supérieur à tous les grands indices, à l'exception du Dow Jones. Pour Alfred Berkeley, auparavant président du NASDAQ et conseiller de Bush, Clinton et Obama, ces résultats donnent une leçon majeure notamment aux entreprises non engagées socialement.

« Cette performance démontre que les entreprises responsables socialement sont aussi des entreprises rentables, et qu'il est possible de soutenir les objectifs de développement durable tout en réalisant des bénéfices.»

« Nous voulons prouver aux investisseurs qu'ils peuvent obtenir un rendement supérieur à la moyenne et prouver aux entreprises qu'il est rentable d'être une entreprise durable. »

Les ODD à l'agenda des entreprises

Au-delà des chiffres et des résultats publiés par le fonds, les données sur la façon dont les entreprises abordent les ODD sont encore plus intéressantes. Elles montrent que davantage d'entreprises se concentrent sur les objectifs de développement durable.

Une analyse montre ainsi que plus de 85% des 500 plus grandes entreprises mondiales publient désormais des informations non financières dans le cadre de leur rapport financier annuel, rapport juridiquement contraignant. « Il semble juste de conclure que les objectifs de développement durable deviendront la feuille de route stratégique acceptée au niveau mondial par les sociétés cotées en bourse. » déclare M. Berkeley.

Au cœur de Davos 2019

#RSE #Ethique #ESG

Pourquoi les investisseurs se ruent-ils sur les entreprises engagées dans les objectifs de développement durable ?



Alfred Berkeley, président du fonds SCR500 de l'UNGSII, ancien président de la bourse NASDAQ et conseiller des présidents américains Bush, Clinton et Obama, a pris du temps à Davos pour discuter du rendement de ce fonds avec notre correspondant sur place.

Quels résultats allez-vous présenter à Davos aujourd'hui et que signifient-ils ?

« L'UNGSII sponsorise un fonds qui tente de faire comprendre que vous pouvez faire mieux que la moyenne du marché en investissant dans des entreprises qui adhèrent aux ODD de 2030. Nous gérons actuellement un portefeuille qui le démontre avec un rendement d'environ 13,7% en 2018, soit un peu mieux que les 11,97% de Standard & Poor. »

« Le grand défi en matière d'investissement durable est de convaincre les gens que vous pouvez faire des profits en investissant dans des entreprises qui adhèrent aux ODD, qui ont changé leurs modèles de gestion pour devenir plus durables et que malgré cela elles continuent encore à gagner de l'argent. »

Quel est votre objectif ?

« Nous devons adresser deux points clés : les entreprises elles-mêmes et, notre premier objectif est de prouver qu'on peut gagner de l'argent en investissant dans les ODD, au moins autant que le marché leur en ferait gagner, et ensuite récompenser les entreprises qui y adhèrent. »

Quel message voulez-vous adresser aux entreprises qui envisagent de placer le développement durable au cœur de leur stratégie ?

« C'est une décision importante pour une entreprise de devenir durable, de nombreuses sociétés y sont favorables, mais peu en réalité s'y engagent réellement. Pourtant en tant que société occidentale et même mondiale, nous avons une chance extraordinaire de relever le défi de l'ONU, de changer notre comportement et d'améliorer notre façon de faire. »

« Les ODD ont en effet pour objectif d'améliorer l'état de l'humanité à long terme de garantir notre survie et la santé de tous. C'est notre vocation, notre raison d'être : prouver aux investisseurs que vous pouvez obtenir un rendement supérieur à la moyenne en y adhérant et aux entreprises qu'il est rentable d'être une entreprise durable. »

Au cœur de Davos 2019

#RSE #Ethique #ESG

Les investisseurs renouvellent leur engagement vis-à-vis du développement durable à Davos



Márcia Balisciano, directrice RSE du groupe RELX, maison mère de LexisNexis, était à Davos cette année pour participer à une table ronde sur la manière dont les femmes leaders peuvent contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU. A cette occasion, elle a expliqué comment la responsabilité sociale / sociétale des entreprises était en train de bouleverser les agendas des organisations, des employés, des investisseurs et des gouvernements. Interview exclusif.

Quelles sont les dernières tendances en matière de responsabilité

« J'ai clairement vu ce sujet - la responsabilité des entreprises ou la durabilité, ou le nom que vous voulez utiliser - prendre de l'importance pour les entreprises. Je pense que c'est parce qu'il est clair aujourd'hui que la façon dont vous dirigez votre entreprise influence sa pérennité à long terme. »

« Cela coïncide également avec l'intérêt croissant que portent les gouvernements sur la manière dont les entreprises gèrent leurs activités au sens large. La loi sur l'Esclavage Moderne au Royaume-Uni est un bon exemple. Cela coïncide également avec l'intérêt des investisseurs. Ils veulent savoir qu'ils investissent dans des entreprises qui agiront comme il se doit, car cela aura un impact positif sur leurs activités et ne causera pas de dommages aux investissements des actionnaires, à l'inverse de pratiques contraires à l'éthique ».

Vous avez participé au Forum économique mondial 2019 de Davos. Qu'avez-vous observé cette année dans le domaine du développement durable ?

« Lors de ma première soirée à Davos, j'étais assise à côté de deux investisseurs en capital-risque. Ils m'ont tous deux déclarés : « Nous voulons être meilleurs en matière d'ESG, nous voulons intégrer ces nouvelles pratiques dans nos choix, prendre au sérieux l'impact ESG des sociétés dans lesquelles nous investissons. »

« Selon moi, la responsabilité sociétale des entreprises ne prendra toute son importance que si l'ensemble des parties prenantes - ONG, employés, investisseurs et gouvernement - inscrivent ces nouvelles pratiques comme une priorité dans leurs agendas. »

Quels sont les risques pour les entreprises qui ne prennent pas au sérieux leur responsabilité et leur durabilité ?

« Si une entreprise ne prend pas en compte son impact environnemental sur ses collaborateurs et la société en général, elle en pâtira à long terme car à mon sens, les consommateurs valoriseront de plus en plus les produits

et services fabriqués de manière éthique, qui ne nuisent pas à l'environnement et qui proviennent de sources respectueuses. »

« Je pense que les entreprises qui ignorent ces aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) le feront à leurs risques et périls car cela prendra de l'importance pour un éventail de plus en plus large de parties prenantes - gouvernements, investisseurs, employés et ONG - et à juste titre. »

Enfin, dites-nous comment la responsabilité d'entreprise a été mise en œuvre dans le groupe RELX ?

« Chez RELX Group, nous avons débuté en 2003 dans la RSE avec une petite équipe dédiée. L'équipe depuis n'a pas beaucoup grossi, car notre objectif principal est d'amener l'ensemble des employés et des métiers au sein de notre organisation à maximiser à tous les niveaux, la performance éthique de notre entreprise. »
« Nous veillons donc avec mon équipe et mes collègues à ce que l'ensemble des entreprises du groupe respecte ces engagements. Nous accordons donc une grande importance à la qualité de nos résultats en termes de gouvernance, de traitement de nos employés, d'impact sur l'environnement et sur les communautés locales, ainsi que sur la manière dont nous interagissons avec nos clients. »

« Nous sommes en outre le principal contributeur de contenus d'un programme parrainé par l'ONU « Research for life » visant à fournir des informations scientifiques aux chercheurs, aux bibliothèques et aux universités des pays en développement. »
« En 2017 en parallèle, nous avons également lancé un Centre de ressources SDG centré sur les Objectifs de développement durables définis par l'ONU. Accessible gratuitement, ce centre agrège des contenus provenant de l'ensemble des entités de notre groupe et met à disposition des outils incroyables, tels que le SDG News tracker, qui fournit des informations en temps réel sur les ODD. »

Au cœur de Davos 2019

#RSE #Ethique #ESG

Profiter de la Confiance et de la Transparence



Le dernier baromètre Trust publié par Edelman montre que la population mondiale se détourne de plus en plus des politiciens par manque de confiance. Dans ce sondage annuel, dont les derniers résultats ont été publiés en marge du Forum économique mondial de Davos fin janvier, Edelman indique que les gens placent désormais davantage leur confiance dans les entreprises.

Au cours des dernières années, on a constaté une baisse graduelle du niveau de confiance accordée par la population aux leaders politiques et aux institutions elles-mêmes. Cette défiance est une répercussion directe des inquiétudes croissantes de la population, à propos des sujets de migration, de la crise économique, directement liée à la crise financière de 2008 et à la crainte générale sur l'insécurité sociale.

Avec l'apparition et l'explosion des usages des réseaux sociaux ces 10 dernières années, l'élite mondiale et les leaders de longue date – chefs d'état et dirigeants – sont désormais sous les feux des projecteurs. Toutes leurs actions sont passées au crible de l'opinion publique indique Richard Edelman, président d'Edelman.

« La population ne croit pas que les institutions sociales actuelles leur seront d'un grand secours dans ce monde agité, ils se tournent désormais vers une autre relation : leurs employeurs ». Cette évolution pose deux questions cruciales pour les décideurs de tous niveaux « Suis-je digne de confiance ? » et « comment puis-je (re) construire cette confiance ? ».

La clé de la confiance : la transparence

Les développements récents dans le secteur de la technologie et de la finance ont amené des personnes du monde entier à reconsidérer la fiabilité de nombreuses sociétés comme Facebook, ING et bien d'autres. Dans une interview accordée au Forum économique mondial de Davos, Sheryl Sandberg, directrice générale de Facebook, a reconnu qu'il était crucial pour sa société de « regagner la confiance » de ses utilisateurs suite aux nombreux scandales, pour violation de la vie privée notamment, qui ont fait la une des médias ces dernières années.

La vulnérabilité des géants de la Tech en matière de traitement des données, la multiplication des affaires de corruption et de blanchiment d'argent ont naturellement miné la confiance de la population et de la société en générale. Dans le secteur financier par exemple, le récent scandale de blanchiment d'argent (200 milliards d'euros) qui a touché la Danske Bank a non seulement entaché la réputation du Danemark, considéré pourtant comme l'un des pays les moins corrompus au monde, mais a également entraîné un déclin brutal de la confiance accordée aux institutions financières partenaires, telles que la Deutsche Bank sur le marché allemand.

L'histoire a montré que nous sommes moins enclins à accorder notre confiance à des sociétés évoluant dans des secteurs présentant un risque de corruption élevé, à celles faisant l'objet d'une couverture médiatique négative ou ayant attiré l'attention des régulateurs. Il est donc essentiel de mettre en œuvre de bonnes pratiques - due diligence raisonnable, surveillance de son écosystème, contrôle sur site des

fournisseurs à risque, etc. - pour éviter la perte de confiance susmentionnée et préserver sa réputation. Des études récentes montrent ainsi que si dans la plupart des cas, les scandales de corruption ayant touchés des institutions financières, impactent négativement leurs réputations, il est néanmoins possible de restaurer la confiance du grand public, si l'entreprise concernée fait ensuite preuve de transparence. Les dirigeants d'entreprise doivent donc adopter une approche basée sur la durabilité et la morale, traiter leurs employés de manière équitable et améliorer l'impact environnemental de leur entreprise. Plus globalement, elles doivent faire preuve de transparence pour obtenir ou conserver la confiance du grand public. Et le challenge ne se limite pas à l'entreprise en tant que telle mais également aux produits ou services qu'elle commercialise.

Les résultats fournis dans le baromètre d'Edelman ont ainsi montré que près de la moitié des personnes interrogées ne faisaient pas confiance aux entreprises car elles manquaient de transparence ou en raison de malversations ou de malhonnêtetés commerciales. Cette étude apporte donc la preuve que la transparence est la solution au manque de confiance.

La confiance rapporte

De nombreux experts s'accordent pour dire que la confiance est « le pétrole de demain », illustrant ainsi le principal défi que les entreprises vont devoir relever dans les années à venir en matière de transparence et d'éthique. Et ce challenge sera d'autant plus important que l'entreprise aura perdu la confiance de ses parties-prenantes.

Les données collectées par le Reputation Institute, qui évalue le niveau de confiance dans les entreprises, corroborent cette affirmation. Elles montrent que les entreprises qui bénéficient du niveau de confiance le plus élevé sont aussi celles qui sont les plus performantes. « La réputation est désormais la devise de référence » déclare Stephen Hahn-Griffiths, associé et directeur de recherche au Reputation Institute, dans un entretien accordé à LexisNexis. « Nous sommes à l'aube de l'économie de la réputation ». Un nombre croissant de clients et d'investisseurs préfèrent investir dans des sociétés éthiquement responsables car cela est plus rentable à moyen et long terme.

Au cœur de Davos 2019

#RSE #Ethique #ESG

Davos 2019 : message de clôture à destination des dirigeants non éthiques



Le Forum économique mondial s'est achevé le vendredi 25 janvier après une longue semaine de négociations et de discussions. On aurait pu s'attendre à ce que la dernière séance du SDGLab se clôture sur une note positive. Au lieu de cela, un avertissement a directement été envoyé aux PDG présents : si vous ignorez l'éthique, vous perdrez votre emploi. La solution proposée : embrasser la RSE.

Le nouveau rapport sur le leadership et la RSE publié par le Global Sustainable Index Institute de l'ONU (UNGSII) et dévoilé à l'occasion de l'un des derniers événements de Davos, n'a pas laissé indifférent les PDG présents. La part des dirigeants licenciés pour raisons éthiques a augmenté de manière significative ces dix dernières années.

- De 2007 à 2011, 12% des PDG ont été licenciés pour manquements éthiques. De 2012 à 2016 ce chiffre est passé à 26% ;
- Cette tendance a été observée dans toutes les régions du monde ;
- En Amérique du nord ce chiffre est passé de 5 à 11% et en Europe de l'Ouest, de 11 à 19%.
- La plus forte augmentation, de 12 à 52% a été enregistrée dans les pays BRICS, c'est-à-dire le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud.

Le message est clair : aucun dirigeant aujourd'hui ne peut ignorer l'éthique car le coût à payer est plus élevé que jamais.

La solution : développer votre propre chemin vers l'éthique

Le message fourni n'a cependant pas été uniquement négatif et anxiogène.

L'étude a également révélé que si les PDG s'engageaient publiquement à soutenir les objectifs de durables (ODD) et à mettre concrètement en œuvre ces promesses, leur réputation auprès des investisseurs, des clients et des médias serait renforcée.

L'analyse des déclarations de hauts dirigeants des 500 plus grandes entreprises mondiales a ainsi montré que ceux ayant mentionnés le plus souvent les objectifs de développement durable, bénéficiaient d'une couverture médiatique plus positive que celle de leurs concurrents.

Les sociétés les plus performantes incluaient :

- Henkel
- BMW
- Botswana Insurance
- JP Morgan Chase
- Standard Bank
- Inditex

Selon le rapport «Si les dirigeants s'engagent publiquement sur les objectifs de développement durable (ODD), cela est bénéfique médiatiquement pour l'entreprise.»

Il n'est donc pas surprenant de voir de plus en plus d'entreprises promouvoir et mettre en œuvre les ODD. La même analyse de l'UNGSII révèle ainsi que plus de 85% des 500 plus grandes entreprises mondiales publient désormais des informations non financières sur leurs objectifs de développement durable, leurs activités environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) directement dans leur rapport financier annuel, rapport juridiquement contraignant.



A PROPOS DE NEXIS® SOLUTIONS

La division Nexis® Solutions de LexisNexis Legal & Professional est au service d'organisations du monde entier. Elle propose des actualités, des informations sur les entreprises et des archives publiques de premier plan via à un portefeuille de solutions dans le domaine du media intelligence, de la recherche et de la conformité. Nexis® Solutions offre également via son offre Nexis® Data as a Service, un ensemble d'API fournissant les données pertinentes et les archives requises par toutes organisations déployant des projets et des applications dans le domaine du big data et de l'intelligence artificielle.

Pour en savoir plus :

- Consultez notre site Internet : <http://bis.lexisnexis.fr>
- Contactez nous par mail à : contactBIS@lexisnexis.fr ou par téléphone au +33 1 71 72 48 51
- Suivez toute notre actualité sur [LinkedIn](#) et sur [Twitter](#)